GÉNÉRALITÉS

Les décisions rendues par le conseil de prud'hommes ont des natures et des formes différentes selon qu'elles constatent, ordonnent ou condamnent. **LES PROCÈS-VERBAUX** sont les actes de procédure qui relatent des constatations ou des dispositions (Ex.: procès-verbal de conciliation totale, procès-verbal d'audition de témoin, etc...).

LES ORDONNANCES sont les décisions qui sont rendues par le président de la juridiction ou par certains juges spécialisés, Ex.: ordonnance de référé, ordonnance de conseiller rapporteur,

LES JUGEMENTS sont les décisions rendues par les juridictions de premier degré à forme collégiale ou à juge unique. Les bureaux de jugement prononcent donc des jugements qui condamnent (jugement tranchant le litige) qui préparent (jugement avant dire droit qui ordonne une audition de témoin, une expertise, la production de documents...).

OBLIGATIONS

Le juge qui refusera de juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice (Art. 4 du code civil).

Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises (Art. 5 Code civil).

On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs (Art. 6 du code civil).

Les décisions judiciaires doivent impérativement être rédigées en français en application de l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539 et de l'article 2 de la constitution du 4 octobre 1958.

<> **A peine de nullité, tout jugement doit être motivé en langue française;** (Cass. 2ème Civ. 11/01/89 - Bull. 89 - II n°11).

• Par circulaire du 31 janvier 1977, le Garde des sceaux a communiqué les recommandations de la commission de modernisation du langage judiciaire sur la présentation des jugements

• Par circulaire du 15 septembre 1977, le Garde des sceaux a communiqué les recommandations de la commission de modernisation du langage judiciaire.

• Le Groupe de travail franco-québécois dans son document REDIGER...SIMPLEMENT (principes et recommandations pour une langue administrative de qualité - 2006) préconise: d'accroître la lisibilité du texte (Une seule idée principale par paragraphe; Eviter les paragraphes trop longs); d'utiliser un vocabulaire simple précis et courant (Eviter les mots à la mode, recherchés, précieux, désuets ou rares; Eviter le jargon administratif, technique et juridique; Recourir à un seul et même mot pour nommer une même notion); de faciliter la compréhension des notions et des mots complexes (Inscrire les sigles, acronymes et abréviation entre parenthèse, après l'appellation complète, dès son premier emploi dans le texte

exemple revenu minimum d'insertion [RMI]; Faire des phrases courtes et bien construites (éviter la double négation; utiliser des mots de liaison courant; éviter les mots qui ont plusieurs sens et qui sont susceptibles de créer des ambiguïtés).

<> **Le juge ne peut statuer en des termes injurieux manifestement incompatibles avec l'exigence d'impartialité**

<> Aux termes de l'article 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial.

En conséquence, viole ces dispositions le juge qui statue en des termes injurieux et manifestement incompatibles avec l'exigence d'impartialité.

Viole également ces dispositions le juge qui statue par des motifs inintelligibles et écarte par une pétition de principe certains des éléments de preuve produits par une partie, rompant ainsi l'égalité des armes. (Cass. 2ème Civ 14 septembre 2006 N° 04-20.524.. BICC 652 n° 2398).

PROLONGATION DU DÉLIBÉRÉ

<>La prolongation du délibéré est une mesure d'administration judiciaire qui ne fait pas partie des débats. (1ère CIV. - 23 mai 2006. N° 05-13.003).

LES PROCÈS-VERBAUX

Toutes les formations du conseil de prud'hommes peuvent être amenées à constater une situation ou acter les dires des parties dans un procès-verbal. Les différents procès-verbaux sont :

- procès-verbal de conciliation totale ou partielle (devant le bureau de conciliation, le bureau de jugement, la formation de référé ou les conseillers rapporteurs),
- procès-verbal de non-conciliation (devant le bureau de conciliation),
- procès-verbal contenant le rapport des conseillers rapporteurs,
- procès-verbal d'audition de témoin,
- procès-verbal d'assemblée générale, de section ou de bureau administratif,
- procès-verbal d'installation,
- procès-verbal d'audience solennelle,
- procès-verbal de partage de voix.

LES ORDONNANCES

Le bureau de conciliation et d'orientation, la formation de référé, les conseillers rapporteurs, le président d'audience, et le président de la juridiction peuvent prendre des ordonnances.

Les différentes ordonnances sont:

- ordonnance du bureau de conciliation et d'orientation prise pour la délivrance de documents ou versement de provisions sur salaire et accessoires de salaire ou bien pour désigner des conseillers rapporteurs);
- ordonnance de mise en état
- ordonnance de la formation de référé pour ordonner une remise en état, ou la remise d'un document ou bien encore le paiement d'une provision sur créance salariale ou indemnitaire;
- ordonnance désignant un expert (d'un bureau de conciliation et d'orientation, de la formation de référé ou de conseillers rapporteurs);
- ordonnance du président de la juridiction désignant la section compétente ou bien affectant provisoirement un conseiller dans une autre section; ou bien déplaçant l'audience de référé, ou augmentant le nombre d'audiences de référé, ou encore statuant sur la délivrance d'une seconde copie revêtue de la formule exécutoire après refus du greffier en chef.
- ordonnance du président d'audience pour rouvrir les débats (art. 444 du code de procédure civile):
 - 1°/ pour taxer l'indemnité d'un expert, 2°/ pour modifier la mission d'un expert, 3°/ pour procéder au remplacement d'un expert, 4°/ pour taxer l'indemnité de comparaison d'un témoin.
- ordonnance du président du conseil de prud'hommes statuant en la forme des référés fixe la rémunération du médecin-inspecteur du travail conformément au IV de l'article L. 4624-7. (Décret n° 2017-1698 du 15 décembre 2017)

PRÉCISIONS DU MINISTÈRE

Le jugement comporte 6 parties :

- le chapeau ou l'en-tête du jugement, le plus souvent rédigé par le greffier sous le contrôle du juge comprend un certain nombre de mentions comme le nom du CPH statuant, l'identité des parties...
- l'exposé du litige qui se décompose en 3 parties et qui consiste en un exposé des faits et de la procédure ainsi qu'en une synthèse des prétentions et moyens des parties soumis à l'analyse du juge et délimitant sa saisine.
- la motivation qui énonce le raisonnement par lequel le juge se livre à l'analyse des faits, à leur qualification juridique, à l'appréciation des moyens

de preuve, à l'application des règles de droit utiles à la solution du litige.
- le dispositif qui présente la ou les décision(s) sur les différentes demandes des parties.

LES JUGEMENTS

Contenu du jugement: Les articles 454 et 456 du code de procédure civile énumèrent les indications qui doivent être contenues dans le jugement;

- le nom des juges qui ont délibéré du jugement
- l'exposé succinct des prétentions des parties et leur moyens
- la motivation de la décision (Cass. Soc. 13.06.73 Cah.Prud'n° 1973 jurisp.p.176),
- la signature par le président et le greffier.
- la juridiction dont émane le jugement
- la date de jugement (la date du jugement est celle du prononcé et non celle de l'audience de plaidoirie)
- le nom du représentant du ministère public s'il a assisté aux débats
- les noms, prénoms ou dénomination des parties ainsi que leur domicile ou siège social,
- le cas échéant, le nom des avocats ou de toutes personnes ayant représenté ou assisté les parties,
- le nom du greffier.
- le dispositif (le jugement doit énoncer la décision sous forme de dispositif (art.455 al. 2 du code de procédure civile).

PRONONCÉ DU JUGEMENT PAR MISE À DISPOSITION

Depuis le 1er janvier 2005, Le bureau de jugement peut aviser les parties, à l'issue des débats, que le jugement sera prononcé par sa mise à disposition au greffe de la juridiction, à la date qu'il indique (art 4 du décret 04-836 du 20/08/04).

<> Le jugement, authentifié par le greffier qui a assisté à son prononcé, doit comporter l'indication du nom de celui-ci. (Cass. 2ème Civ 15/02/01 - Bull. 01 II n° 29).

<> Le jugement, authentifié par le greffier qui a assisté à son prononcé, doit comporter l'indication du nom de celui-ci. (CIV.3. - 2 octobre 2002. N° 01-01.379 BICC 570 n°99).

<> L'omission d'une mention destinée à établir la régularité d'un jugement ne peut entraîner la nullité s'il est établi par le registre d'audience que les prescriptions légales ont été, en fait, observées. Il ne peut donc être fait grief à un jugement d'avoir été rendu sans indication de sa date dès lors qu'il résulte d'un jugement rectificatif qu'il est établi par « la note d'audience » que le jugement a été rendu le 7 novembre 2000 (Cass. 2ème Civ. 03/10/02 - Bull.02 - II - n°203).

LES FAITS ET LES PRÉTENTIONS (MENTION OBLIGATOIRE)

- les faits qui ont généré le différend
- l'argumentation du demandeur et celle du défendeur

L'article 455 du code de procédure civile permet de rédiger différemment la partie consacrée aux faits et prétentions des parties, lorsque celles-ci ont déposé des conclusions. Art. 455. -- Le jugement doit exposer succinctement les prétentions respectives des parties et leurs moyens. Cet exposé peut revêtir la forme d'un visa des conclusions respectives des parties avec l'indication de leur date. Le jugement doit être motivé. Il énonce la décision sous forme de dispositif.

<> N'a pas méconnu les exigences de l'article 455 du code de procédure civile, tel que modifié par le décret du 28 décembre 1998, la cour d'appel qui a visé les conclusions des parties, indiqué leurs dates et y a répondu (Cass. 2ème Civ 03/10/02 - Bull.02 - II- n°204).

VISA DES CONCLUSIONS

<> Le visa, dans le jugement, des conclusions des parties avec l'indication de leur date n'est nécessaire que si le juge n'expose pas succinctement leurs prétentions respectives et leurs moyens. (2ème Civ. - 4/07/07.N° 06-16.436. - BICC 672 N° 2346).

REPRODUCTION DES MOYENS

<> Ne satisfait pas aux exigences des articles 455, alinéa premier, et 458 du code de procédure civile le tribunal qui statue sur la demande d'une partie sans exposer, même succinctement, les prétentions et moyens de l'autre, alors qu'il avait constaté qu'elle était représentée à l'audience. (3ème Civ. - 27 mai 2009. N° 08-15.732. -BICC 711 n°1474).

<> Une cour d'appel qui se borne à reproduire sur tous les points en litige les conclusions d'appel de la partie à laquelle elle donne satisfaction statue par une apparence de motivation pouvant faire peser un doute légitime sur l'impartialité et viole l'article 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les articles 455 et 458 du code de procédure civile. (Cass.3ème Civ. - 18 novembre 2009. N° 08-18.029 - BICC 721 n°608).

MOTIVATION

La Cour européenne rattache la motivation des décisions de justice à l'exigence d'un procès équitable défini par l'article 6.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

<> Les conseillers doivent privilégier les phrases courtes et claires, un style littéraire simple. Ils doivent proscrire les formules alambiquées ou obscures, les formules latines ou obsolètes. Le code civil n'emploie aucune expression latine.

- Toute décision doit comporter une motivation qui se suffise à elle-même
- La référence à la jurisprudence n'est pas considérée comme une motivation. Les conseillers doivent s'approprier la règle énoncée par la cour de cassation (ou par une autre juridiction). L'indication de la source jurisprudentielle est conseillée. Elle peut permettre aux avocats de vérifier l'existence de cette jurisprudence et les dissuader d'exercer un recours. Elle figure entre parenthèses.

- La référence à une décision rendue dans un litige différent de celui qui est soumis à une juridiction ne saurait servir de fondement à la décision de cette dernière qui doit se déterminer d'après les circonstances particulières de la cause. Encourt la cassation le jugement prud'homal qui n'a pas donné de base légale à sa décision en se bornant pour condamner la société défenderesse, à se référer à un arrêt de la Cour de Cassation de 1979. (Cass.Soc.16/12/97-Cah.Prud'hom. n°8-1998 p.134).

- **La motivation doit être précise**, c'est à dire propre à l'espèce dans laquelle les conseillers s'expliquent:

- sur les éléments de preuve sur lesquels ils se sont fondés
- et dégagent le fondement juridique de leur décision.

<> Viole l'article 455 du code de procédure civile le Tribunal qui fonde sa décision sur la seule allégation du demandeur et sur des pièces qu'il n'analyse pas. (Cass.Soc 01/02/96 - Bull. 96 - V - n° 38).

- **Des motifs généraux constituent un défaut de motivation.**

Encourt la cassation la décision se bornant à énoncer que le défendeur n'était pas comparant et que la demande était régulière, recevable et bien fondée après vérification: la généralité de ces motifs ne permet pas à la Cour de Cassation d'exercer son contrôle .

La seule absence du défendeur ne peut impliquer de sa part un acquiescement aux prétentions du demandeur (Cass.Soc 14/04/76 Cahiers Prud'homaux n° 10 de 1976).

- Encourt la cassation le jugement qui pour condamner un employeur défaillant en audience de jugement s'est borné au seul visa des documents

produits par le demandeur sans en faire une analyse. (Cass. Soc. 15/01/87 Cah.Prud'homaux 1987 n°8 p.130).

• Encourt la cassation, l'arrêt de la cour d'appel qui, pour dire le licenciement dénué de cause réelle et sérieuse et condamner l'employeur à payer à la salariée diverses sommes, se borne, au titre de sa motivation, à reproduire sur ces points, sans aucune autre motivation, les conclusions de la salariée. En statuant ainsi, par une apparence de motivation, la cour d'appel a pu faire peser un doute légitime sur l'impartialité de la juridiction. (CASS. Ch. sociale 13 juin 2018 N de pourvoi : 17-15004).

• Encourt la cassation, l'arrêt de la cour d'appel qui, pour rejeter les demandes de la salariée, se borne, au titre de sa motivation, à reproduire sur tous les points en litige, à l'exception de quelques aménagements de style, les conclusions de l'employeur. En statuant ainsi, par une apparence de motivation de nature à faire peser un doute sur l'impartialité de la juridiction, la cour d'appel a violé l'article 6, § 1, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ensemble les articles 455 et 458 du Code de procédure civile. (CASS. Ch. sociale 9 mai 2018 N de pourvoi : 16-14771).

• **Elle doit être pertinente**, c'est à dire qu'elle doit être complète sur le plan du fait dont va dépendre la règle de droit appliquée.

Encourt la cassation la décision du Conseil de prud'hommes qui se borne à exposer les prétentions des parties sans être motivée. Il en est ainsi du jugement qui condamne l'employeur à payer des salaires en énonçant que les salariés refusaient les termes des lettres de licenciement et dénonçaient la rupture abusive des contrats de travail en niant les faits reprochés. (Cass. Soc. 07 mai 1986 Bull. 86 V n°207).

• **Elle ne doit pas être incompatibles avec l'exigence d'impartialité.**

Violent l'article 6, § 1, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le conseil de prud'homme qui motive sa décision en des termes incompatibles avec l'exigence d'impartialité. (Cass. Soc. 12 juin 2014. N° 13-16.236).

• **Elle doit être intelligible**, c'est à dire que le style employé soit accessible aux justiciables qui doivent comprendre pourquoi il est fait droit ou non à leurs prétentions.

Le juge est tenu de trancher le litige conformément aux règles de droit qui lui sont applicables. Pour n'allouer au salarié que la moitié des sommes qu'il réclamait à titre de salaires et au titre des congés payés, de panier et de déplacement, le Conseil de Prud'hommes a énoncé que le paiement d'une somme équivalente à 50 % de celle qui était demandée remédierait à ce litige (Cass. soc., 22-5-1995:1996 6/93 - Table 96/98Cah.Prud. n°557).

<> Encourt la cassation l'arrêt de la Cour d'Appel qui, pour condamner une société au paiement d'un complément d'ancienneté se réfère expressément à une décision rendue précédemment à l'occasion d'autres affaires, alors que la référence à une décision rendue dans un litige différent de celui qui est soumis à une juridiction ne saurait, en toute hypothèse, servir de fondement à la décision de cette dernière, qui doit se déterminer d'après les circonstances particulières du procès (Cass. soc., 8-10-1997:19981/5 - Tables 96/98 Cah.Prud. N° 566).

<> Le conseil n'est pas tenu de suivre les parties dans le détail de leur argumentation pour répondre valablement aux conclusions dont il est saisi (Cass. soc., 26 juin 1980 : JCP G 1980, IV, p. 341).

DISPOSITIF:

Il énonce ce qui est ordonné et qui fera l'objet d'une exécution volontaire ou forcée .

SIGNATURE DU JUGEMENT:

Le jugement doit être signé par le président et le greffier d'audience.

L'article 456 du CPC Dispose : <<Le jugement peut être établi sur support papier ou électronique. Il est signé par le président et par le greffier. En cas d'empêchement du président, mention en est faite sur la minute, qui est signée par l'un des juges qui en ont délibéré.

Lorsque le jugement est établi sur support électronique, les procédés utilisés doivent en garantir l'intégrité et la conservation. Le jugement établi sur support électronique est signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisée répondant aux exigences du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du code civil et relatif à la signature électronique.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.>>

En cas d'empêchement du président, mention en est faite sur la minute et le jugement est alors signé par l'un des conseillers prud'hommes qui en ont délibéré (article 456 du code de procédure civile).

<> Seul l'empêchement doit être indiqué, et non sa cause, en l'absence de disposition légale (Cass. 2e civ., 14/01/81: Gaz. Pal. 1981, 1, somm. p. 166).

Bien qu'empêché lors du prononcé de la décision, le président qui a assisté aux débats et au délibéré, a qualité pour signer la minute de l'arrêt. (Cass. 2ème Civ. 13/06/85 - Bull. 85 II n° 119).

<> Seuls sont qualifiés pour signer un jugement le magistrat qui a présidé aux débats et au délibéré et, en cas d'empêchement du président, l'un des juges qui en ont délibéré. Est nul l'arrêt signé par un magistrat qui n'a ni assisté aux débats ni participé au délibéré. (Cass. 2e civ., 09 /07/97 ; Patronat et a. c/ Millet : Juris-Data n° 003265. - JCP 1997 / n° 40 / IV/ 1952).

<> Aucun texte n'exige, sous peine de nullité, que le greffier signataire du jugement soit celui qui a tenu la plume à l'audience. (Cass.Soc 22/06/94 - Cahiers Prud'homaux n°7 de 1994 p.110).

<> Seul est qualifié pour signer un jugement le greffier qui a assisté à son prononcé. L'arrêt, qui n'est pas signé par le greffier ayant assisté au prononcé, est nul (pourvoi n°A96-16.944 c/CA Nancy, 24mai 1996). Cass. 2eciv., 7janv. 1999; Mutuelle des architectes français (MAF) c/SCP Millot Logier Fontaine et a. : Juris-Data n°000012.

<> Seul est qualifié pour signer un jugement le greffier qui a assisté à son prononcé. En conséquence, l'arrêt signé par un greffier qui n'a pas assisté aux débats ni au prononcé est nul. Cass. 2eciv., C., 11oct. 1995 ; Cie AGF c/ Dacy et a. - pourvoi c/ CA Fort-de-France, 28mai 1993 (Juris-Data n°002467).

<> Seul est qualifié pour signer un jugement le greffier qui a assisté à son prononcé. (Cass. 2ème Civ 07/01/99 - Bull. 99 - II - n° 2).

<> Le jugement, authentifié par le greffier qui a assisté à son prononcé, doit comporter l'indication du nom de celui-ci. (Cass. 2ème Civ 15/02/01 - Bull. 01 II n° 29 & JCP 2001 N°14 IV 1646).

<> Le jugement authentifié par le greffier qui a assisté à son prononcé, doit comporter l'indication du nom de celui-ci (Cass. 3ème Civ 02/10/02 - Bull.02 - III - n° 202).

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

L'Arrêté du 20 novembre 2020 relatif à la signature électronique des décisions juridictionnelles rendues en matière civile a été publié au JORF n°0283 du 22 novembre 2020

<>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux décisions juridictionnelles rendues par les juridictions de l'ordre judiciaire en matière civile, à l'exclusion des décisions rendues par les tribunaux de commerce et les tribunaux mixtes de commerce (article 1).

<> La procédure d'inscription et d'enregistrement des données d'identification et d'habilitation des magistrats, des conseillers prud'homaux, des agents du greffe et des personnes habilitées en vertu de l'article R. 123-14 du code de l'organisation judiciaire est à l'initiative et sous la responsabilité du ministère de la justice. (Article 6)

<> La décision juridictionnelle signée électroniquement est conservée dans un minutier électronique placé sous la responsabilité du directeur du greffe pendant les durées d'utilisation comme archives courantes et de conservation comme archives intermédiaires prévues à l'article R. 212-13 du code du patrimoine. Pendant ces durées, ce minutier garantit l'accessibilité, la lisibilité, l'intégrité, la sécurité et la confidentialité des décisions

juridictionnelles signées électroniquement. (Article 7 al1).

SIGNATURE DU GREFFIER - PRÉSUMPTION

<> Il y a présomption que le greffier qui a signé la décision est celui qui a assisté à son prononcé. (Cass. 2ème Civ. - 24 juin 2004. N° 02-20.261. -BICC 607 N° 1599).

<> Dès lors que l'arrêt porte l'indication du nom du greffier présent lors des débats et précise qu'il a été prononcé par le président qui l'a signé avec le greffier et que la signature de celui-ci figure au pied de l'arrêt, il y a présomption que le greffier présent lors des débats est celui qui a assisté au prononcé de la décision et signé celle-ci. (Cass. 2ème Civ. - 24 juin 2004. N° 02-19.249. - BICC 607 N° 1600).

DATE DE LA SIGNATURE

Aucun texte n'interdit de signer le jugement à une date antérieure à celle de son prononcé. (2ème Civ. - 24 janvier 2008. N° 06-20.539 BICC 681 N°759). L'arrêt avait été signé par M. Z..., président, tandis que, au jour de son prononcé, il avait " été appelé à exercer d'autres fonctions.

INTÉRÊT LÉGAL:

L'indemnité allouée sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile porte intérêt légal à compter du jugement (Cass. Soc. 25/03/98 Trav. et Protect. Soc. Ed. du Jurisclass. Juin 98 p.25).

Il en est de même pour les condamnations au paiement de dommages-intérêts. Par contre, les condamnations au paiement de salaire portent intérêt au jour de la saisine de la juridiction.

Les intérêts moratoires courent de plein droit à compter de la demande valant mise en demeure, en application de l'article 1153 du Code civil. Ainsi, le point de départ du cours des intérêts au taux légal dus à un salarié sur l'indemnité compensatrice de préavis et sur l'indemnité de congés payés ne peut être fixé au jour du prononcé du jugement déterminant la créance, mais au jour de la demande en justice. (Cass. soc., 17 févr. 1998, n° 95-41.774, n° 819 D - Jurisp.Soc.Lamy n° 12 p.24)..

motivation: <<Attendu qu'en application de l'article 1153 du code civil, les créances salariales portent intérêt à dater de la réception de la convocation par la partie défenderesse devant le bureau de conciliation valant mise en demeure ;

Attendu qu'en application de l'article 1153-1 du code civil, les condamnations à des dommages et intérêts, portent intérêts au taux légal à compter du prononcé de la décision>>

DÉCISIONS EN EURO:

Depuis le 1er janvier 2002, la circulaire du 17.12.01 relative aux conséquences du basculement à l'euro sur les instances judiciaires précise: "À compter du 1er janvier 2002, le franc disparaîtra définitivement pour laisser place à l'euro. Dès lors, les demandes et les décisions de justice devront être exclusivement libellées dans cette monnaie".

La circulaire S.J.99-008-B3/18.01.99 rappelle que le taux de conversion est de 6,55957 pour un , que ce taux est définitif et qu'il doit impérativement être appliqué par les juridictions.

ART. 700:

L'article 700 du code de procédure civile (Modifié par Décret n°2013-1280 du 29 décembre 2013) dispose:

Le juge condamne la partie tenue aux dépens ou qui perd son procès à payer :

1° A l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

2° Et, le cas échéant, à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle ou totale une somme au titre des honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. Dans ce cas, il est procédé comme il est dit aux alinéas 3 et 4 de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991.

Dans tous les cas, le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à ces condamnations. Néanmoins, s'il alloue une somme au titre du 2° du présent article, celle-ci ne peut être inférieure à la part contributive de l'Etat.

<> L'application de l'article 700 du code de procédure civile relève du pouvoir discrétionnaire du juge (Cass 2ème Civ. 10/10/02 - Bull. 02 II n°219).

Les frais de procès non compris dans les dépens ne constituent pas un préjudice réparable et ne peuvent être remboursés que sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile. (Cass.2ème Civ. - 08/07/04. N°03-15.155.)

<> Une salariée est déboutée, à tort, de sa demande au titre des frais irrépétibles, au motif qu'elle ne justifiait pas de frais exposés non couverts par l'aide juridictionnelle dont elle bénéficiait.

En effet, ces sommes sont distinctes des dépenses prises en compte par l'aide juridictionnelle et l'application de l'article 700 du code de procédure civile n'est pas subordonnée à la justification que les frais aient été réellement exposés. (Cass. soc., 9 mai 2006, n° 04-42.477, n° 1225 F-D Jurisp.Soc.Lamy n° 194 du 25/07/06).

<> Les frais d'huissiers sont des frais non compris dans les dépens et ne constituent donc pas un préjudice réparable. Ils ne peuvent donc être remboursés que sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile (Cass.Soc.16/09/09 n°07-45725).

EXÉCUTION:

Les jugements, même passés en force de chose jugée, ne peuvent être exécutés contre ceux auxquels ils sont opposés qu'après leur avoir été régulièrement notifiés, à moins que l'exécution n'en soit volontaire. (Cass Civ. 2ème - 29/01/04. N° 02-15.219. - N° 575 du BICC 596).

OMISSION DE LA MENTION DU NOM DES JUGES

Aux termes de l'article 459 du code de procédure civile, l'inexactitude d'une mention destinée à établir la régularité du jugement ne peut entraîner la nullité de celui-ci s'il est établi par les pièces de la procédure, par le registre d'audience ou par tout autre moyen que les prescriptions légales ont été, en fait, observées.

Dès lors n'est pas nul l'arrêt qui, rendu sur renvoi après cassation, mentionne, s'agissant de la composition de la cour d'appel, le nom de quatre magistrats en reprenant deux fois le nom de l'un d'entre eux, quand il ressort du rôle de l'audience, signé du greffier et du président et certifié conforme par le greffier en chef que la cour d'appel était en réalité composée de cinq magistrats conformément aux dispositions de l'article L. 212-2 du Code de l'organisation judiciaire. 'Cass. 2ème Civ 20 octobre 2005. N° 03-17.550. BICC633 N° 178-).

NOTE EN DÉLIBÉRÉ

Aucune disposition n'impose au juge de mentionner dans sa décision les notes en délibéré, qu'elles soient ou non demandées par le président conformément à l'article 445 du code de procédure civile. (2e Civ. - 6 juin 2013. N° 11-27.198).

MENTION DES ATTESTATIONS

Le juge apprécie souverainement la portée des attestations qui lui sont soumises. S'il s'appuie sur des attestations pour sa décision, il n'est tenu ni de préciser l'identité des auteurs des attestations, ni de s'expliquer sur les éléments de preuve qu'il a décidés d'écarter (Cass. soc., 18 juin 2014, no 12-35.064).